



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le **11 AVR. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

Lanvrian
56270 Ploemeur

Code AIOT : 0005503176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté LANVRIAN KERGANTIC LOPERHEUR 56270 Ploemeur. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle de l'Inspection des Installations classées pour 2025. Elle porte plus précisément sur les installations de combustion de moyenne puissance utilisées sur le site pour le séchage des matériaux avant commercialisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- LANVRIAN KERGANTIC LOPERHEUR 56270 Ploemeur
- Code AIOT : 0005503176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est principalement une carrière de kaolin, micas et sable, autorisée par arrêté préfectoral du 14/12/2023 pour une durée de 28 ans.

Il comporte une usine de traitement du kaolin et du micas nécessitant des installations de combustion pour le séchage des matériaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative relative à la combustion	Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010, n° 2010-875 du 26 juillet 2010, n° 2011-984 du 23 août 2011, n° 2013-814 du 11 septembre 2013, Décret n° 2016-630 du 19 mai 2016, Décret n° 2018-704 du 3 août 2018 et Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6,5 (AM 2910-DC)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Mesure périodique des rejets des appareils de combustion	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 10.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
6	Mesure périodique des rejets des appareils de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne met en évidence aucune non-conformité majeure concernant les installations de combustion.

Suite à des évolutions récentes, prévues au moment de l'autorisation en 2023, la puissance installée (environ 3 MW) est nettement plus faible que celle autorisée par arrêté préfectoral du 14/12/2023 (14,4 MW). Cette évolution ne remet toutefois pas en cause le classement ICPE au titre de la rubrique 2910-A-2.

Il serait souhaitable qu'une information de la nouvelle situation soit portée à la connaissance de M. le Préfet à l'occasion d'une prochaine modification des conditions d'exploitation (mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation).

A plus long terme également, et lorsque des travaux s'avèreront nécessaires à réaliser sur l'une ou l'autre des cheminées d'évacuation des appareils de combustion TEMA ou ATTRITOR, l'exploitant est invité à intégrer à son projet le raccordement des 2 cheminées entre elles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative relative à la combustion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010, n° 2010-875 du 26 juillet 2010, n° 2011-984 du 23 août 2011, n° 2013-814 du 11 septembre 2013, Décret n° 2016-630 du 19 mai 2016, Décret n° 2018-704 du 3 août 2018 et Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Classement ICPE
Prescription contrôlée :
3110. Combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (A-3)
2910. Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A -3)

La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) Les déchets ci-après :

i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) Déchets de liège ;

v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

Constats :

L'article 1.2.2 Situation de l'établissement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 décembre 2023 indique que l'installation est classée en 2910-A-2 sous le régime DC pour une installation de combustion pour le séchage des kaolins d'une puissance thermique de 14,4MW.

L'exploitant déclare que la situation du site a évolué conformément aux prévisions figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de 2021 : à savoir, fermeture progressive de l'ancienne usine et remplacement par les équipements de la nouvelle usine.

La nouvelle usine a été construite en 2018 pour un début d'exploitation en 2023.

Au jour de l'inspection, les appareils de combustion existants et utilisés sont :

Nom de l'appareil	N° de conduit	Activité/ bâtiment	Type d'appareil	Puissance de l'appareil	Date de mise en service	Combustible utilisé	Système de traitement des fumées	Durée de fonctionnement annuel
AS2	1	Production des micas	Nouveau brûleur, séchoir chaleur directe	0.8MW (bridé)	7 janvier 2025	Gaz naturel	Filtres à manches	4325h (2024)
TEMA	2	Production	Nouveau	1.758MW	30 juin	Gaz	Filtres à	4961h

		du kaolin	brûleur, séchoir chaleur directe		2022	naturel	manches	(2024)
ATTRITOR	3	Production du kaolin	Nouveau brûleur, séchoir chaleur directe + broyeur	0.6MW (bridé)	25 juin 2024	Gaz naturel	Filtres à manches	27h (2024) prévu >500h/an
NOVOROTOR	4	Production du kaolin	Séchoir chaleur directe	1,250MW	Non déclarée	Gaz naturel	Fitre à manches	1764 h (2024) arrêté prévu en mai 2025
Groupe électrogène		Pompage temporaire dans le cadre de l'extraction carrière	Générateur mobile	0.150MW	Mai 2024	GNR	Filtres à manches	Variable

Le brûleur NOVOROTOR va être arrêté en mai 2025 (remplacé par ATTRITOR).

Les séchoirs 1 et 2 ont déjà été arrêtés en septembre 2023 (remplacés par TEMA).

Durant la visite, l'inspection a pu vérifier les déclarations de l'exploitant concernant les appareils AS2, TEMA et ATTRITOR. Leurs cheminées d'évacuation des gaz de combustion ne sont pas raccordées les unes avec les autres. Géographiquement, ATTRITOR et TEMA sont situés à environ 20m l'un de l'autre. AS2 est situé à environ 90 m de distance d'ATTRITOR et TEMA. Chaque appareil dispose de son propre émissaire.

L'article 6.2.2 Hauteur des cheminées de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 stipule que " toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouche à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants".

L'exploitant explique que :

- la récupération de chaleur spécifique sur TEMA et le process particulier d'ATTRITOR récemment implanté ne permettent pas le raccordement de ces deux appareils.
- la distance séparant TEMA / ATTRITOR et AS2 est trop importante pour permettre le raccordement de l'ensemble des appareils à une cheminée commune, à un coût technico-économique acceptable.

Au regard de la faible distance entre les appareils ATTRITOR et TEMA, l'inspection estime que ces deux appareils sont raccordables après les process spécifiques mentionnés par l'exploitant, au sens de la réglementation de la rubrique 2910.

Par contre, du fait des faibles puissances installées (par rapport aux seuils de la rubrique 2910) et du type de combustible utilisé (le gaz naturel est le combustible fossile le moins émissif), ainsi que de l'installation des systèmes de traitement des émissions (filtres à manches) et du suivi continu des poussières (sonde de mesure) déjà mis en place par l'exploitant sur chaque appareil même en l'absence d'exigences réglementaires, l'inspection

prend acte du non raccordement des 3 émissaires entre eux.

L'exploitant doit toutefois garder en mémoire que, au regard de la proximité des émissaires d'ATTRITOR et de TEMA, si des travaux devaient s'engager sur l'un ou l'autre de ces conduits, l'exploitant serait invité à profiter de l'occasion pour procéder à un raccordement des conduits Attritor et TEMA.

Au final, le site compte donc 2 installations de combustions fixes au sens de la définition de la rubrique 2910 :

- Installation 1 : composée de AS2, combustible gaz naturel, puissance thermique nominale de 0.8 MW, puissance inférieure à 1MW du fait du bridage, non classée au titre de la rubrique 2910
- Installation 2 : composée de TEMA et ATTRITOR, combustible gaz naturel, puissance thermique nominale cumulée de 2,358MW, supérieure à 1MW et inférieure à 20MW, classée en 2910 A sous le régime DC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection une preuve du bridage de AS2 et ATTRITOR dans un délai de 1 mois.

Un porté à connaissance présentant l'évolution des installations de combustion par rapport à la situation administrative de la rubrique 2910 sera à réaliser par l'exploitant, et à transmettre à l'UD 56 à l'occasion d'un prochain porté à connaissance, afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir mis à jour le recueil MCP très récemment.

Le jour de l'inspection, le registre indique l'existence d'une installation de combustion de puissance totale 14,4MW thermique composée de 5 appareils :

*Appareil 1, fonctionnant au gaz naturel, de puissance thermique 2MW

*Appareil 2, fonctionnant au gaz naturel, de puissance thermique 1,758MW

*Appareil 3, fonctionnant au gaz naturel, de puissance thermique 0,6MW

*Appareil 4, fonctionnant au gaz naturel, de puissance thermique 1,25MW

*Appareil 5, fonctionnant avec un combustible liquide autre que fuel domestique, de puissance thermique 0,15MW

La déclaration n'est pas en cohérence avec les constats réalisés lors de l'inspection.

Pour rappel, les installations de combustion de puissance thermique comprise entre 1MW et 50MW doivent être déclarée conformément à la réglementation rappelée ci-dessus et selon les modalités définies dans l'arrêté du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour sa déclaration dans un délai de 1 mois. Dans le cas présent une seule installation est à déclarer, l'installation 2, de puissance thermique nominale cumulée de 2,358MW, composée des 2 appareils:

- TEMA, combustible gaz naturel, puissance thermique nominale 1.758MW
- et ATTRITOR, combustible gaz naturel, puissance thermique nominale cumulée de 0.6MW.

L'installation 1 composée de AS2, combustible gaz naturel, puissance thermique nominale de 0.8 MW, n'est pas à déclarer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que TEMA, ATTRITOR et AS2 fonctionnent au gaz et que le groupe électrogène fonctionne au GNR (gasoil non routier). L'inspection a pu constater les arrivées de gaz au niveau de TEMA, ATTRITOR et AS2. Chaque appareil est équipé d'un compteur. Le compteur d'arrivée général n'a pas été observé par l'inspection durant la visite. Le groupe électrogène n'a pas été contrôlé. Ce dernier est utilisé pour alimenter en électricité la pompe d'évacuation des eaux sur le site d'extraction de matériaux. Il est mobile et régulièrement déplacé au gré du besoin d'assèchement de la zone à exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
Prescription contrôlée : I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
Constats : L'exploitant a mis en place un dispositif de filtres à manches pour chacun des appareils TEMA, ATTRITOR et AS2. Des sondes de mesures en continu des poussières sont installées sur les émissaires TEMA et AS2 et sont en cours de calage. L'installation d'une sonde de mesure en continu des poussières est en projet sur ATTRITOR. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection la traçabilité du bon fonctionnement des filtres à manches.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de traçabilité du bon fonctionnement des filtres à manches.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 6,5 (AM 2910-DC)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Entretien des système de traitement des fumées

Prescription contrôlée :

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Constats :

L'exploitant a mis en place un dispositif de filtres à manches au niveau de TEMA, ATTRITOR et AS2.

L'exploitant n'a pas été en mesure de détailler à l'inspection les actions de surveillance mises en œuvre pour s'assurer du bon fonctionnement de ces filtres à manches.

L'exploitant a déclaré changer régulièrement les manches ou les mannequins+manches selon les modèles (environ une fois par an actuellement).

L'exploitant indique mettre en place des sondes de mesures en continu des poussières au niveau de chaque émissaire :

- TEMA déjà équipé, en cours de calage,
- AS2 déjà équipé, en cours de calage,
- ATTRITOR équipement en projet.

Des procédures sont également en cours d'élaboration pour fiabiliser le suivi du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des poussières.

Enfin, l'exploitant indique avoir récemment pris la décision de programmer le changement des filtres à manches de manière semestrielle.

Le jour de l'inspection, la présence d'une sonde de mesures de poussières en continu a été constatée au niveau du conduit d'évacuation des émissions atmosphériques de TEMA. La présence d'une sonde du même type n'a pas été contrôlée sur AS2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de rédiger, mettre en place et transmettre à l'inspection les procédures de suivi du bon fonctionnement des filtres à manches dans un délai de trois mois ;
- de rédiger, mettre en place et transmettre à l'inspection les procédures de gestion des alertes détectées

<ul style="list-style-type: none"> par les sondes de mesures en continu des poussières dans un délai de trois mois ; de transmettre les relevés des sondes de poussières pour le mois d'avril 2025 de TEMA et de AS2 dans un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesure périodique des rejets des appareils de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW [...], par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. [...]</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a été en mesure de transmettre qu'une seule mesure périodique réalisée par APAVE en 2022 (rapport du 24/11/2022). Parmi les appareils utilisés actuellement, seuls TEMA et AS2 étaient alors en fonctionnement. ATTRITOR n'était pas encore installé. Les autres appareils de combustions figurant sur le rapport sont arrêtés ou en cours d'arrêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> sécheur 1 et sécheur 2 arrêtés en septembre 2023 NOVOROTOR arrêt prévu en mai 2025. <p>Les mesures ont été réalisées par APAVE, organisme disposant de l'agrément du ministère de l'environnement. Les mesures ont porté notamment sur les rejets de l'appareil TEMA, sur les paramètres CO, Nox, COVt, méthane, COVnm, poussières totales, SO₂. Les VLE pour les NO_x (300mg/Nm³) et pour les poussières (30mg/Nm³) sont respectées.</p> <p>L'exploitant indique qu'une mesure périodique était prévue en novembre 2024. Elle a dû être reportée en raison de difficultés techniques rencontrées par le prestataire de service et n'aura finalement lieu que courant avril 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Aucune remarque.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique des rejets des appareils de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 10.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

Autosurveillance des émissions de poussières.

[...]

L'autosurveillance est complétée par une analyse des poussières [...] tous les 2 ans en sortie des séchoirs.

Constats :

L'exploitant n'a été en mesure de transmettre qu'une seule mesure périodique réalisée par APAVE en 2022 (rapport du 24/11/2022). Parmi les appareils utilisés actuellement, seuls TEMA et AS2 étaient alors en fonctionnement.

ATTRITOR n'était pas encore installé.

La fréquence de surveillance imposée par l'arrêté préfectoral n'est pas respectée.

L'exploitant indique qu'une mesure périodique était prévue en novembre 2024. Elle a dû être reportée et n'aura finalement lieu que courant avril 2025 et portera donc sur les 3 appareils qui resteront en service à compter de mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer de respecter la fréquence de surveillance des poussières imposée par l'arrêté préfectoral.

L'inspection lui demande de transmettre le rapport d'analyses réalisé courant avril 2025 dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois
